



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

VIVE LA RÉVOLTE DES JEUNES, DES FEMMES DES TRAVAILLEURS ET DES CHÔMEURS EN ALGÉRIE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 7 MARS 2019

Malgré les marées humaines qui déferlent depuis deux semaines dans toute l'Algérie, contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat à la présidence de l'Algérie, celle-ci a été maintenue. Les porte-paroles du président algérien – lui-même n'étant plus en état de parler – ont annoncé qu'il promettait de ne pas terminer son mandat et d'organiser prochainement une nouvelle présidentielle où il ne se présenterait pas !

LE CANDIDAT FANTÔME D'UN CLAN MAFIEUX

Ce dérisoire recul de Bouteflika et de son clan ne s'adresse qu'à leur monde : celui des concurrents pour le pouvoir, celui de ceux qui rêvent de lui succéder : généraux de l'armée – qui constitue l'ossature du pouvoir en Algérie – ou représentants directs de cette poignée de grands patrons algériens riches qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat. Un monde périodiquement secoué par les révélations sur sa corruption : suite interminable de scandales et règlements de comptes entre cliques politiques et affairistes.

LE CHANTAGE À L'ORDRE

Face à la contestation, le régime brandit, comme argument ultime, la nécessité de l'ordre que maintiendrait l'armée, sans lequel le pays pourrait sombrer à nouveau dans le chaos des années 1990. Ces dix années de guerre entre l'armée et les groupes islamistes qui avaient suivi la révolte sociale d'octobre 1988 et contribué à l'étouffer - au prix de 150.000 morts.

Même le secrétaire général de la confédération syndicale officielle, l'UGTA, y est allé de cette menace, contre les manifestants : « *Vous voulez revenir aux jours de sang et de larmes, et des maisons incendiées ?* ».

Quant à Macron, il s'est fait discret, évitant le moindre soutien aux manifestants et souhaitant uniquement que le pouvoir fort existant en Algérie contre les travailleurs et les jeunes se survive, derrière Bouteflika ou un autre de son acabit. Car

pour Macron, le retour à l'ordre – même sous forme de dictature – est la condition de la préservation de bien des intérêts d'investisseurs français dans le pays.

UN PROFOND MÉCONTEMENT SOCIAL

L'explosion sociale d'octobre 1988, qui avait ébranlé le régime, était la conséquence directe des politiques d'austérité imposée à l'Algérie, non seulement par sa couche de dirigeants arrivistes, mais aussi et surtout par les plans de restructuration économique imposés par le FMI (Fonds Monétaire International), au nom des intérêts des grandes puissances et de leurs banques.

Après quelques années où le cours élevé du prix du pétrole avait permis au régime de Bouteflika de desserrer un peu l'étau, on revient au serrage de ceinture. L'effondrement du cours de pétrole provoque à nouveau une crise dont la population pauvre est victime, par le chômage, surtout des jeunes et par l'inflation galopante qui a rogné tous les salaires. Le salaire minimum, équivalent à 130 euros, ne permet pas de vivre.

« SYSTÈME DÉGAGE ! »

Alors, derrière le « *Non au cinquième mandat* », c'est bien plus qu'une contestation politique du régime qui s'exprime : c'est une vraie révolte sociale.

La population algérienne, sa jeunesse en particulier, ne pourra réaliser ses aspirations qu'en remettant en cause le régime, mais aussi le pouvoir des capitalistes qu'il sert. Et c'est bien ce qui inquiète Macron et les classes dirigeantes !

La révolte des travailleurs et de la jeunesse d'Algérie trouve déjà un écho dans la communauté algérienne, comme l'ont montré les manifestations de solidarité en France, et elle pourrait en trouver dans les quartiers populaires, dans le mouvement social, Gilets jaunes et l'ensemble des travailleurs.

C'est un espoir et un encouragement pour tous ceux et celles qui dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

ALGÉRIE : UN FANTÔME CANDIDAT
À LA PRÉSIDENTIELLE



LA CAUTION DE GHOSN, UN DEAL COMME UN AUTRE

Ghosn a pu sortir de prison. Il faut dire que pour être libéré avant son procès qui n'aura pas lieu avant plusieurs mois, l'ex PDG n'a pas lésiné : il va sortir « cash » 7,9 millions d'euros pour payer sa caution. Un montant bien sûr impossible à réunir pour le commun des salariés, au Japon comme ailleurs. Mais pour un Carlos Ghosn, ce sont à peine les revenus d'une seule demi-année : il suffisait de demander !

Mais parce qu'ils n'avaient pas l'assurance que cela suffise, ses avocats avaient menacé d'en appeler à l'ONU, oui à l'ONU, pour défendre cet exemple emblématique de l'opprimé. Et comme Ghosn a conservé le sens de la provocation, il s'est même fendu d'un remerciement « *aux militants des droits de l'homme* » !

Les millions de réfugiés de par le monde comme toutes les victimes de la loi du capitalisme mondialisé apprécieront. Sans parler des travailleurs de Renault ou de toutes nos boîtes, ici ou ailleurs, certains licenciés ou conduits au suicide sous les coups de sa politique inflexible. Une politique toujours en place chez Renault.

FERMETURES, LICENCIEMENTS, LES LARMES DE CROCODILE DU POUVOIR POLITIQUE

La liquidation par Ford de son usine de Bordeaux-Blanquefort est une leçon de choses politique d'une vérité implacable. Comme c'est le cas pour Ascoval, les Fonderies du Poitou ou d'autres, les politiciens au pouvoir, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, peuvent s'indigner et s'agiter dans tous les sens, ils sont prisonniers du système qu'ils défendent : le système capitaliste dont le principe de base est la libre entreprise et la concurrence.

Les fermetures d'entreprises, les suppressions d'emplois décidées par les propriétaires de ces entreprises peuvent détruire la vie de milliers de personnes et de régions entières, elles sont dans l'ordre des choses du système. Pour s'y opposer, il faudrait instaurer un contrôle des salariés sur toutes les décisions qui les concernent, recourir à la réquisition pure et simple des boîtes qui ferment, planifier l'économie en fonction des besoins sociaux. En l'absence de cette volonté politique de sortie du capitalisme, nos politiciens en sont réduits à des larmes d'impuissance sur le sort des victimes du système.

ASSURANCE CHÔMAGE : AU CHÔMAGE OU PAS TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ

Patronat et syndicats n'ont pas pu s'accorder sur l'avenir de l'assurance chômage, le patronat refusant en bloc la taxation des contrats courts, un moyen idéal d'ajuster le nombre de salarié(e)s aux besoins du moment des entreprises. Avec à la clé des centaines de milliers de gens voués à une précarité quasi permanente. Le gouvernement,

finalement, n'est pas mécontent de reprendre la main sur le dossier, car il espère séduire l'opinion avec son idée de « bonus malus » sur les contrats courts. Mais derrière cela, le plus important, c'est sa volonté d'imposer 4 milliards d'économies en 3 ans à l'assurance chômage, en rognant sur les allocations et en forçant encore plus les personnes au chômage à accepter les petits boulots mal payés. En fait, cette nouvelle attaque concerne aussi les salarié(e)s en emploi. Du fait de leur situation, les précaires peuvent moins facilement participer aux luttes dans l'entreprise, ce qui affaiblit tout le monde face au patron. Et plus il y aura de précaires plus le patronat prétendra faire taire les revendications avec l'argument : « *En CDI, vous êtes privilégiés, ne venez pas vous plaindre* ».

FINS DE MOIS, FIN DU MONDE: MÊMES COUPABLES, MÊME COMBATS !

Tout le monde sait que la catastrophe climatique est en marche. Mais au-delà de belles paroles pour verdier leurs discours, au niveau des pouvoirs en place, rien de sérieux n'est fait pour l'arrêter.

C'est ce que dénonce le mouvement des jeunes qui s'est répandu en Europe depuis la Suède, avec un appel à une grève mondiale pour le 15 mars. Symboliquement, le lendemain, le samedi 16 mars marquera les quatre mois d'un mouvement des gilets jaunes qui, dans son combat pour le pouvoir d'achat, n'a cessé d'affirmer qu'il faut cesser d'opposer urgence climatique et urgence sociale. La course au profit engendre le blocage du pouvoir d'achat, les suppressions d'emplois et la casse des services publics. De même, la recherche du profit à court terme par le lobby des énergies fossiles ou celui du béton conduit à la catastrophe climatique.

Catastrophe sociale, catastrophe climatique : mêmes coupables, mêmes combats. Sans sortir de cette logique capitaliste, pas de justice sociale, pas de coup d'arrêt au réchauffement climatique. Des convictions à faire partager en participant massivement aux actions programmées les 15 et 16 mars prochains.

POUR LES DROITS DES FEMMES 8 ET 9 MARS : GRÈVES ET MANIFESTATIONS

Contre les violences sexistes, pour l'égalité réelle hommes et femmes, A Rouen comme ailleurs dans le monde, répondons massivement, hommes et femmes, aux appels à manifester.

Samedi 9 mars 2019
Manifestation à Rouen
Départ 15h - Place de la cathédrale

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique